



Décision n° 2018-292

Avis conforme sur travaux, constructions et installations
en cœur de parc soumis à autorisation d'urbanisme

N° de procédure (DP - PC) : DP006 119 18 P0009

Pétitionnaire : CLUB ALPIN FRANÇAIS

Nature de la demande : construction d'une extension, réfection de façade, pose d'échelles à crinoline, renforcement du conduit de cheminée, stabilisation des fondations du bâtiment

Localisation : refuge de Gialorgues,
parcelle n°10 section F commune de Saint-Dalmas-le-Selvage

Le directeur de l'établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L. 331-26, R.331-19 et R.331-67,

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles R.423-62 et R.424-17,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national du Mercantour, notamment son article 7,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national ainsi que les modalités 14 et 18 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la déclaration préalable DP006 119 18 P0009, enregistrée en mairie de Saint-Dalmas-le-Selvage le 21 juin 2018,

VU l'avis émis par le Conseil Scientifique du Parc national du Mercantour en date du 24 juillet 2018,

Considérant que les travaux de pose d'échelles à crinoline permettront d'améliorer la sécurité de l'hébergement et d'en faciliter l'accès en période hivernale, consolidant ainsi la vocation de ce refuge d'altitude pour les randonneurs fréquentant l'itinéraire de Privola - Giarlogues par ailleurs inscrit au PDIPR,

Considérant que les travaux d'extension sont très limités et qu'ils ne génèrent aucune augmentation de la capacité d'accueil du refuge, dans la mesure où cette extension porte sur la construction de toilettes sèches extérieures,

Considérant que les travaux de consolidation des fondations relèvent d'un ancrage nécessaire au maintien en l'état du bâtiment, soumis notamment au phénomène de reptation de la neige, de même que les travaux relatifs à la consolidation du conduit de cheminée extérieur, endommagé chaque année par ce même phénomène,

Considérant toutefois que les travaux de création d'une extension, de réfection des joints de façade, de pose de crinoline, de renforcement du conduit de cheminée sont de nature à affecter l'intégration visuelle du bâtiment dans son site, totalement dépourvu d'écran arboré, et qu'il convient à ce titre d'émettre des prescriptions relatives aux matériaux et coloris utilisés,

Considérant que le refuge de Gialorgues se situe par ailleurs dans un site accueillant des stations floristiques et des milieux naturels patrimoniaux et sensibles, qu'il convient de préserver des incidences possibles du chantier (tassement, arrachements, piétinement, etc.),

Décide :

Article 1:

Le directeur de l'établissement public du Parc national du Mercantour donne un avis favorable aux travaux envisagés sur le refuge de Gialorgues sis parcelle n° 00010, section F de la commune de Saint-Dalmas-le-Selvage, tels que déclarés au dossier de déclaration préalable n° DP006 119 18 P0009 et sous réserve des prescriptions énoncées à l'article 2.

Article 2 :

Cet avis favorable est assorti des prescriptions particulières suivantes, à la charge du pétitionnaire :

2.1. Le pétitionnaire est tenu d'associer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour aux différentes phases du chantier, tout particulièrement au démarrage et à la finalisation des travaux (y compris évacuation des déchets).

Contacts :

service territorial Tinée : 04.93.02.42.27

chef de S.T : OPOLKA Boris (boris.opolka@mercantour-parcnational.fr)

adjoint du S.T - TURPAUD Anthony (anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr)

2.2. A l'occasion de la réunion d'ouverture du chantier, les milieux et stations d'espèces d'intérêt patrimonial situés à proximité du chantier seront mises en défens et préservées de toute intervention, piétinement, prélèvement ou dépôt de matériaux même temporaire. Leur repérage préalable devra être effectué par un représentant du Parc national du Mercantour.

2.3 Le stockage des composants du béton et du mortier, des engins et outils de maçonnerie sera réalisé sur bâche et protégés des intempéries et des intrusions de la faune sauvage. Le béton sera réalisé dans des bacs ou sur des bâches étanches et hors périodes de pluie. Un bac de rétention étanche et d'une contenance suffisante devra être utilisé pour le lavage des outils et engins de maçonnerie, afin de permettre la décantation des laitances.

2.4. L'usage de matériel motorisé (bétonnière, brouette à moteur, compresseur) ne devra pas engendrer de perte de fluides (carburant, huiles, etc.). Les personnes en charge des travaux devront disposer d'un kit anti pollution et connaître son utilisation en cas d'incident ; les machines seront mises en service et stockées sur un tapis absorbant adapté aux hydrocarbures.

2.5. Les prélèvements d'eau directement dans le milieu ne sont pas autorisés par la présente.

2.6. L'ensemble des maçonneries sera réalisée à l'aide d'un mortier de composition et de teinte identiques à celui pré-existant, sans recouvrement des pierres.

2.7. Les débris et excédents issus des maçonneries (repiquage des joints, rejointoiements, maçonneries liées à la pose des boisseaux, des échelles, de la fondation des toilettes...) seront intégralement collectés.

2.8. Les matériaux excédentaires issus du creusement de la fouille et de la fondation des toilettes sèches seront régalez sur le pourtour immédiat du refuge, sans tassement, exclusivement sur zone sèche et hors affleurement rocheux.

2.9. Les boisseaux du conduit de cheminée seront intégralement enduits du même mortier que celui utilisé pour les rejointoiements de façades et des fixations des échelles à crinoline.

2.10. Les plate-formes métalliques et les échelles à crinoline (y compris arceaux en aluminium, moyennant une préparation adaptée) seront peintes dans les règles de l'art et en tenant compte des caractéristiques des supports, de la même teinte que les murs afin d'en diminuer l'impact visuel. La mise en œuvre de ce traitement ne devra générer aucun rejet ni dépôt dans le milieu naturel.

2.11. L'ossature et le bardage vertical des toilettes sèches seront constitués de bois de mélèze non traité.

2.12. Les éventuels excédents de bois pourront demeurer sur place et être débités en vue de leur utilisation pour le chauffage hivernal du refuge.

2.13. La couverture des toilettes sèches sera réalisée en bac-acier de la même teinte que celui utilisé sur la toiture principale.

2.14. L'intégralité des résidus de matériaux (béton, débris et excédents de joints,...) et des autres déchets du chantier (résidus de décantation, emballages, plastics, mégots, bouteilles, papiers...) seront collectés et stockés à proximité immédiate du refuge, pour être évacués hors du Parc.

2.15. Tout brûlage de matériaux en dehors du bâtiment est interdit.

Article 3 :

Le présent avis conforme ne vaut pas autorisation de survol du cœur de Parc national à moins de 1000 m du sol par un aéronef motorisé.

Les héliportages nécessaires notamment à l'acheminement des matériaux, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation ultérieure dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur.

Article 4 :

Le présent avis conforme sera automatiquement caduque si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de la décision municipale de non-opposition à la déclaration préalable.

Il en sera de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

Article 5 :

Les agents du Parc national du Mercantour ainsi que les agents assermentés et commissionnés compétents en la matière sont chargés de la vérification et de l'application des prescriptions du présent avis.

Une copie de celui-ci sera affichée sur le lieu des travaux et présentée à toute réquisition desdits agents.

Article 6 :

6.1. La réglementation en vigueur dans le cœur du parc national s'appliquera sans réserve pendant toute la durée du chantier.

6.2. Le présent avis conforme n'exonère pas des éventuelles autres autorisations qui peuvent être requises au titre de la réglementation du cœur du Parc national, ou des autres réglementations en vigueur.

6.3. Cet avis ne vise qu'à limiter l'impact des travaux sur le milieu naturel, les espèces sauvages, le paysage et le caractère du cœur de parc ; il ne peut en aucun cas être considéré comme un engagement de sécurité assuré par le Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière, notamment en cas d'accident.

Article 7 :

Le non respect des dispositions du présent avis ou prévues par le code de l'environnement expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

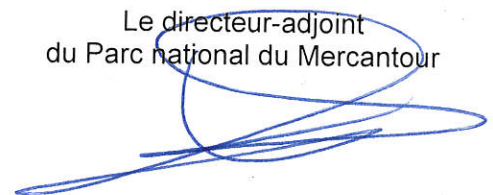
Article 8 :

Le présent avis sera publié au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Il peut être contesté devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant de sa publication.

Fait à Nice, le 26 juillet 2018

Le directeur-adjoint
du Parc national du Mercantour



Laurent SCHEYER